

# Le P. C. F. et le Front Unique

En raison des désistements réciproques aux dernières élections législatives entre les candidats du Parti Socialiste SFIO et ceux du PCF, le Front Unique qui paraissait n'être plus qu'une invocation rituelle depuis de nombreuses années est redevenu une préoccupation concrète des militants ouvriers.

## Des circonstances favorables

Les grandes tendances de la période facilitent le rapprochement des deux Partis :

### 1. D'abord la situation politique française.

Le Parti Socialiste SFIO entre dans le jeu de la démocratie bourgeoise parlementaire. Il recherche perpétuellement les alliances des Partis bourgeois et son intégration dans la Société capitaliste dans le but de promouvoir des réformes en faveur des salariés de l'accumulation desquelles surgira un jour le socialisme selon la conception réformiste. Il est, bien que parti ouvrier, pratiquement l'aile gauche de la démocratie bourgeoise. Tout pouvoir fort le menace et pose même la question de son rôle et par conséquent de son existence. Et si les dirigeants de la SFIO ont préféré le bonapartisme à l'alliance avec le PCF en mai 1958 c'est qu'ils ont pensé que de Gaulle n'allait pas entreprendre résolument la destruction de la démocratie bourgeoise parlementaire. Ils imaginaient des possibilités d'action efficace de leur Parti dans le cadre du nouveau régime. Il est probable que certains leaders se sont payés l'illusion qu'ils parviendraient à influencer en leur faveur le Général-Président. C'était la période où la SFIO, selon les affiches qui recouvraient les murs de Paris, se déclarait l'avant-garde de la République (la cinquième).

Les événements ont cruellement déçu les chefs sociaux-démocrates. De Gaulle rêvait depuis longtemps de mettre fin au régime parlementaire. Les circonstances, c'est-à-dire surtout les intérêts du Grand Capital, l'aidant, il décida avec ses inconditionnels de porter un coup aux alliés de la SFIO et à la SFIO elle-même. Ce fut le référendum réduisant à presque rien les droits du Parlement, puis la défaite des leaders de la IV<sup>e</sup> République et des partis qu'ils dirigeaient.

Les chefs sociaux-démocrates dont l'expérience de la chose politique est étendue, sentirent le danger et décidèrent de se tourner vers les électeurs communistes.

La situation est irréversible, la démocratie bourgeoise ne renaîtra pas de ces cendres. Cela implique que la SFIO est obligée de reconsidérer sa politique d'alliance et de tenir compte d'une manière ou d'une autre de l'existence du PCF autrement que pour être la couverture de gauche du rassemblement anticommuniste.

Pour le moment le régime bénéficie encore d'une situation économique favorable.

Un retournement, même léger, de la conjoncture conduira le gouvernement à la répression antiouvrière et rendra ainsi urgente l'unité d'action entre les deux organisations.

### 2. Ensuite le processus de déstalinisation.

Les tares et les monstruosité du stalinisme ont constitué une véritable aide aux manœuvres antiunitaires des dirigeants sociaux-démocrates. Le processus de déstalinisation qui se développe en URSS et dans les autres Etats ouvriers et qui commence à toucher, ô combien tardivement et légèrement encore le PCF, rendra plus difficile, auprès des militants de base SFIO le refus de toute forme de collaboration entre les deux organisations.

Guy Mollet lui-même suit avec la plus extrême attention l'évolution du mouvement communiste et ses incidences possibles sur le mouvement ouvrier en Europe occidentale (1).

Certes jusqu'à la dernière période les rapports entre le PCF et la SFIO se sont réduits à des votes et à des prises de position communes à l'Assemblée Nationale. Néanmoins le PCF et la SFIO appellent à manifester en commun le 13 février 1963 pour commémorer l'anniversaire du sacrifice des neuf militants antifascistes assassinés l'année dernière au métro Charonne.

## ...en elles-mêmes insuffisantes

C'est un changement considérable.

Cependant le Front Unique n'est encore qu'à l'état embryonnaire. Sa réalisation n'est pas fatale, car elle ne dépend pas seulement de facteurs objectifs mais aussi de la politique des deux organisations.

A cet égard les leaders du PCF ont toujours rejeté sur la SFIO les échecs des campagnes de Front Unique. Nul ne songe à absoudre Guy Mollet qui dans le domaine de l'opportunisme et de la collaboration de classe (pour ne pas employer d'autres mots mal sonnantes mais qui ne seraient pas injustifiées) a dépassé tout ce que les fondateurs de la III<sup>e</sup> Internationale pouvaient imaginer. Cela ne permet pas, malgré tout, de passer sous silence la responsabilité de la direction du PCF, qui bien qu'étant de nature différente, n'en est pas moins importante et nous dirons même déterminante. Parce qu'enfin la responsabilité d'un Parti se mesure à sa puissance numérique, à son influence sur les masses. Depuis 1945, le PCF est largement majoritaire dans la classe ouvrière et est devenu, ainsi, plus ou moins comptable des échecs et des succès des travailleurs.

Les dirigeants du Parti Communiste français eux-mêmes ne considèrent plus de façon sectaire et schématique que leur responsabilité est hors de cause, vien-

nent de changer « quelque chose dans la manière d'aborder le Front Unique ». *L'Humanité Dimanche* du 3 février 63. Ce changement s'est exprimé par la bouche de Waldeck-Rochet au dernier Comité Central de Malakoff. « Malgré notre opposition à la politique des blocs militaires nous ne faisons pas du retrait de la France du Pacte atlantique ou du Marché commun une condition préalable à notre action commune avec la SFIO » *L'Humanité*.

Cette déclaration comporte un aspect positif (2). Positif en ce sens qu'à l'avenir on peut s'attendre à ce que progressivement le PCF abandonne la position nationaliste qu'il avait sur le Marché commun et qu'il cesse de mettre en avant le mot d'ordre d'indépendance nationale qui recouvrait des propositions de collaboration tacite avec les plus chauvins des bourgeois français.

La direction de la CGT reprend le langage internationaliste. « Le bureau de la CGT estime que le temps est venu de réaliser l'union de toutes les organisations syndicales des pays du Marché Commun. » *L'Humanité* du 17 janvier 1963.

## Le front unique c'est l'unité d'action contre la bourgeoisie

Mais les plus gros des obstacles sur la voie de la réalisation du Front Unique ouvrier, demeurent. Le rapprochement auquel on assiste à l'heure actuelle entre les deux Partis qui en soi constitue un encouragement pour les forces ouvrières dans leur lutte contre le régime gaulliste, se fait, hélas ! dans le cadre d'une « politique républicaine » qui, encore moins, que par le passé, n'est susceptible de donner une issue véritablement positive à la crise de la société française.

La « politique républicaine » du PCF est cependant considérée, comme pouvant faciliter le front unique avec la SFIO et même la condition sine qua non de l'unité d'action.

A première vue l'argument est de poids. La SFIO, en effet, n'est-elle pas un parti réformiste jusqu'à la moelle ? Comment l'unité dans l'action pourrait-elle se réaliser sur la base d'un autre programme que le sien qui est un programme de collaboration de classe.

Cet argument spécieux n'oublie que la mobilisation des masses qui seule contraindra les chefs socialistes à se rallier à une politique de Front unique. Et la mobilisation des masses suppose un programme de classe correspondant à la situation actuelle et aux aspirations des travailleurs, ce que les trotskystes appellent un « programme de transition ».

## ...et la démocratie ouvrière

C'est au PCF qu'il appartient d'élaborer ce programme ouvrant la perspective du socialisme. Mais il est évident que ce programme de classe doit être acceptable par tous les ouvriers. Il doit contenir un certain nombre de garanties légitimes. Ces garanties légitimes ne sont pas celles que les leaders du PCF rappellent à la bourgeoisie périodiquement depuis 1935 : à savoir que le PCF n'essaiera pas d'entraîner les masses dans une perspective anticapitaliste.

C'est aux ouvriers justement inquiets du « socialisme à la hongroise » que la direction du PCF devrait donner la garantie que la démocratie ouvrière ne sera pas bafouée comme elle l'a été en URSS et dans les Etats ouvriers. Il devient indispensable que la direction du PCF proclame à haute et intelligible voix la possibilité dans la société de transition de la coexistence de plusieurs Partis se réclamant du Socialisme (3).

A cet égard dès maintenant il n'est pas indifférent pour la réussite des propositions de Front unique que le PCF proclame que si le gouvernement de Front unique qui naturellement doit couronner la lutte de la classe ouvrière contre le régime gaulliste ne pourra pas ne pas dénoncer le Pacte atlantique, pour autant il n'adhérera pas au Pacte de Varsovie qui est considéré par certains courants du mouvement ouvrier, notamment le courant social-démocrate, comme une subordination aux gouvernements des Etats ouvriers actuels.

Tels sont les quelques principes d'orientation sans l'application desquels le Front unique ouvrier contre le gaullisme et pour le socialisme restera toujours précaire.

3 février 1963.

R. MERLIN

(2) Et négatif. En effet. Une politique de classe en Europe occidentale doit avoir pour objectif la coordination des luttes des travailleurs des pays du Marché commun et est ainsi incompatible avec le mot d'ordre d'indépendance nationale. Le Marché commun bien qu'étant une création capitaliste est devenu le cadre nouveau dans lequel les combats ouvriers sont appelés à se développer.

Le Pacte Atlantique par contre n'est pas un cadre. C'est un traité impérialiste dont la dénonciation est nécessaire.

(3) De loin en loin Waldeck Rochet, il est vrai, évoque la possibilité d'une collaboration entre toutes « les organisations démocratiques » au delà de la « démocratie renouée », pour la construction du socialisme. Disons d'abord que cette conception n'est pas claire. Parmi les Partis démocratiques il faut compter des partis bourgeois. Le socialisme se construit contre la bourgeoisie et non pas avec les partis bourgeois, fussent-ils démocratiques. « Cet opportunisme n'est que la traduction des voies parlementaires et pacifiques », utopiques entre tous.

Ensuite jamais nettement aucun leader du PCF n'a répudié la conception stalinienne du Parti ouvrier unique dans la société de transition. Pour lever toutes les équivoques, à ce sujet, il faudrait proclamer d'abord la nécessité de la dictature du prolétariat et admettre ensuite qu'elle ne peut s'exercer, qu'elle ne s'exercera en France que dans le cadre d'une Constitution garantissant le droit d'organisation à toutes les organisations ouvrières.

# Au Congrès du P.S.U. une évolution à gauche

Le P.S.U. a tenu son second congrès national à Alfortville, du 25 au 27 janvier. Six courants étaient en lice au départ, étiquetés des premières lettres de l'alphabet.

Le courant A, c'est l'union des mendésistes et des réformistes traditionnels dont Daniel Meyer fut un porte-parole caractéristique. Le courant B, c'est le bloc jusqu'alors majoritaire dont Gilles Martinet est le leader et le « théoricien » et Depreux l'étendard ; ce courant — paradoxe — s'appuie essentiellement sur la fraction catholique de l'ex-M.L.P. Le courant C, dirige par Jean Poperen, de l'ex-Tribune du Communisme, et qui rassemble à la fois le député Tanguy-Prigent, Victor Fay, Claude Bourdet, s'est détaché de la majorité sur sa gauche au cours des derniers mois ; c'est le courant qui monte. Le courant D, minuscule, dirigé par Fallas, est de style « Partisans de la Paix » et « Amis de l'U.R.S.S. » ; ses deux axes sont l'anticléricalisme et la coexistence pacifique. Le courant E, c'est la tendance socialiste-révolutionnaire dont le porte-parole a été M. Lequenne ; c'est le courant ouvrier qui anime la publication de feuilles d'entreprises sous le titre collectif de *l'Étincelle* et dont les positions sont proches des nôtres. Le courant F qui s'est évanoui en cours de congrès unissant la confusion à l'éclectisme. Un courant outsider était apparu au dernier moment — il ne s'est pas appelé G — c'était un texte des fédérations du Rhône et de l'Isère qui disait naïvement et avec conséquence ce que Martinet enveloppait d'alibis et d'échappatoires.

On imagine la tour de Babel politique que put être un tel congrès. Personne n'y semblait parler de la même chose. Par ailleurs, tous les efforts du courant B (Martinet) tendaient à recoller la majorité défilée par dessus des divergences proclamées artificielles. Mais les protagonistes du courant C, ainsi invités à revenir en arrière, s'attardèrent au contraire à préciser les profondeurs de ces divergences. L'intervention de Claude Bourdet montra même que cette lutte politique dépassait le P.S.U. et coupait en deux l'équipe de *France-Observateur* sur toutes les questions essentielles du moment, notamment la nature du régime gaulliste et sa politique internationale.

La nature petite-bourgeoise de la majorité du P.S.U. s'est exprimée dans sa volonté de prendre appui sur les « couches nouvelles », c'est-à-dire les nouvelles classes moyennes de techniciens, cadres et moyens paysans, et dans sa tentation d'accepter le jeu dangeureux de l'« intégration » aux organismes économiques étatiques, piège tendu où réformistes politiques et syndicaux rêvent tous de se jeter. Seul le débat sur ces thèmes eut de l'intérêt à ce congrès. Mais si les deux courants de gauche l'abordaient de plein fouet, l'esquive et l'ambiguïté de leurs interlocuteurs enlisait vite le débat. Toutefois, là apparemment crûment les contradictions qui écartèlent ce parti.

Elles sont inscrites dans la composition du Comité politique national élu le dernier jour, comité politique où n'existe aucune majorité, 25 représentants du courant B se trouvant en face de 18 représentant du courant C et de 6 représentants de chacun des courants E (S.R.) et A. Le Congrès s'est terminé sans qu'aucun texte d'orientation, sans qu'aucun programme d'action ait pu rassembler une majorité, fût-elle de coalition.

Quelle conclusion en tirer ? Et que va-t-il sortir de cette situation ?

Il semble bien que, pour l'ex-majorité, il s'agisse d'une grave défaite et que la direction du P.S.U. ne commence à lui échapper. C'est par une réaction et une évolution saine de la base que les courants gauches C et S.R., sont devenus une force presque équivalente à celle du courant droitier de Martinet. Tout ceci est extrêmement positif, mais la décantation n'est pas achevée.

Bien que très affaibli, le courant mendésiste demeure dans le P.S.U. et c'est l'allié naturel des « socialistes-technocratiques » à la Mallet-Martinet. La responsabilité qui incombe aux deux courants de gauche est donc grande. Sauront-ils s'unir, présenter un front solide aux opérations de la droite qui joue ses dernières cartes (dès le lendemain du Congrès, Martinet, au moment d'une provocation, s'efforce d'expulser Claude Bourdet de *France-Observateur*). Pourront-ils parachever leur conquête du P.S.U. ? C'est de leur succès que dépend l'avenir de ce parti. Le rapport moral de Depreux a avoué un recul de ses effectifs. Sous la direction de son aile droite, il va à sa dislocation. Sur la ligne politique de sa gauche, dirigée par elle, il pourrait jouer le rôle auquel il prétend en vain depuis sa naissance : être à la fois le ferment du front unique ouvrier, et, comme Jean Poperen, en exposa excellemment la thèse à la tribune d'Alfortville, un élément de la reconstruction du mouvement ouvrier français ; car le P.S.U. en tout état de cause, reste une organisation qui doit être dépassée.

M. DERVAL.

(1) « Le PC ? Vous avez tous aujourd'hui tenté une analyse sur le PC. A mon tour. Mon point de vue sur la question n'a absolument pas changé, car rien n'a changé entre eux et nous. Hormis le seul cas du combat défensif avec eux contre une menace fasciste, pour la résistance au pouvoir personnel. Cependant nous, socialistes, devons réaffirmer qu'il faudra bien un jour que l'unité se refasse. Il faudra bien qu'on y arrive, sous peine de faire et d'assurer, si nous nous abstenions, le succès de la droite... ». Guy Mollet au Conseil national à Puteaux. 18 décembre 62 dans le *Monde*.